SCHMIDT, Daniel, *Statistik und Staatlichkeit*

Morgane Labbé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/779>

DOI : 10.4000/ifha.779

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Morgane Labbé, « SCHMIDT, Daniel, *Statistik und Staatlichkeit* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/779> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.779>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

SCHMIDT, Daniel, *Statistik und Staatlichkeit*

Morgane Labbé

- ¹ La place centrale donnée à la notion de population dans les travaux de Michel Foucault sur la gouvernementalité, suscite, en Allemagne surtout, un intérêt soutenu pour l'histoire de la statistique, déjà au centre de recherches récentes sur le rôle de la démographie dans les politiques eugéniques et raciales sous le III^{ème} Reich. La recherche de D.S. s'inscrit dans ce cadre théorique et suit cette veine historique, centrée ici sur un XIX^e s. où se met en place le « régime de la gouvernementalité ». Elle a comme objet d'étude la statistique de la Saxe, choix original et à rebours de l'intérêt porté à des États plus bureaucratiques comme la Prusse, qui se prête à première vue davantage à cette problématique. La Saxe est en effet l'État allemand où la création d'un Bureau de statistique fut la plus tardive, en 1850 (par comparaison, celui de la Prusse fut fondé en 1805). Jusqu'à cette date, le travail de collecte et de mise en forme des données chiffrées à l'échelle de l'État était assuré par la Société de statistique de la Saxe (Statistischer Verein), créée sur le modèle des sociétés régionales qui essaimaient dans l'espace germanique pour promouvoir et concrétiser les desseins patriotiques de notables locaux. Mais celle-ci, soutenue par un État où les partisans de la création d'une instance officielle étaient encore minoritaires, se trouva fonctionner, dix années durant, avec les attributs et les fonctions d'un Bureau, accédant, fait assez inédit, au statut d'une semi-administration. L'histoire de cette institutionnalisation progressive et controversée avait déjà été traitée dans un ouvrage récent, publication d'un travail historiographique minutieux et novateur (Danny Weber, *Die sächsische Statistik im 19. Jahrhundert. Institutionalisierung-Professionalisierung*, Stuttgart : Steiner, 2003 [voir BullMHFA, 40, 2004, 486-487]). D.S. ne fait pas référence à cet ouvrage, probablement à cause de sa date de parution postérieure à l'achèvement de sa recherche. Il donne par ailleurs une version un peu différente de cette histoire, qu'il relate comme celle d'une étatisation mettant fin à l'autonomie de la Société, à ce qu'il qualifie comme une « statistique d'en bas ». Il est incontestable que l'institutionnalisation comme la professionnalisation de la statistique, par concurrence avec ces initiatives locales, ou en leur retirant toute crédibilité scientifique, furent généralement fatales à toute une

tradition léguée par le XVIII^e s. de travaux de particuliers, de nature littéraire ou statistique, sur la description de l'État (Staatsbeschreibung). L'autonomie des sociétés patriotiques, comme l'ont montré plusieurs travaux, était très relative, plus effective au niveau des sociabilités qu'au niveau politique, où les liens étaient partout étroits entre le gouvernement et leurs membres. Mais le terrain de D.S. embrasse surtout la statistique sociale, témoignant là encore d'un choix singulier, car il s'écarte de l'étude plus habituelle de la démographie, associée au premier chef à la notion de population. L'auteur y est aussi conduit par un personnage central et emblématique de la statistique allemande, Ernst Engel. Il restitue l'ampleur de ses domaines d'activité, que les rares études qui lui avaient été consacrées abordaient de manière fragmentaire. Directeur du Bureau de statistique de la Saxe de 1850 à 1858, avant de prendre la tête du Bureau prussien, ce statisticien à la renommée internationale était doué d'un activisme remarquable, et fut l'un des grands réformateurs de la statistique administrative. Ambitionnant de lui donner un rôle moteur dans la conduite de l'État, il déployait ses projets dans de multiples domaines – la collecte, avec la mise en place des recensements de la population mais aussi des industries, la publication des résultats longtemps tenus secrets, la formation des agents de l'État, etc. D.S. en donne un panorama complet, et, fait moins connu, lie ce vaste programme aux engagements politiques de Engel. Celui-ci se situe dans la lignée des nombreux réformateurs sociaux du XIX^e s., qui, sans épouser les thèses communistes, se souciaient de lutter contre la paupérisation et dénonçaient les effets du capitalisme. Comme ses homologues en Angleterre, en France et en Belgique, Engel voyait dans la statistique un langage efficace pour décrypter un monde social en transformation, et dont l'opacité était ressentie comme inquiétante. Mettre en évidence les ambitions politiques et les carrières qui se construisaient autour de ces enjeux sociaux, mais aussi leur formulation dans des enjeux scientifiques autour de la construction d'indicateurs, apporte assurément, sur l'histoire des États-providence européens, un éclairage qui diffère des approches institutionnelles classiques. Les réflexions de Foucault sur la gouvernementalité nous fournissent un cadre qui concilie ces deux approches : elles permettent d'articuler un mode d'exercice du pouvoir qui se caractérise par l'intervention au niveau des populations et au moyen de réglementations socio-économiques, avec l'émergence de savoirs, tels la statistique et l'économie politique, qui médiatisent cette intervention à l'échelle agrégée en fournissant des techniques et des catégories d'action.

- 2 Pourtant, la recherche de D.S. échoue à répondre à cette ambition : au lieu de trouver une impulsion dans le modèle foucaldien pour interroger l'exemple si instructif de la Saxe, il l'utilise comme un modèle rigide pour rendre compte de l'émergence de l'État « moderne », interprétant tous ses matériaux comme les éléments d'un dispositif de pouvoir. L'enquête devient alors une recherche de cas successifs pour valider sa thèse : création de caisses mutualistes, recensement industriel, enregistrement des minorités, calculs sur les dépenses familiales, publications de chiffres dans la presse, utilisation de statistiques pour le calcul du budget de l'État, etc., sont étudiés comme autant de facettes d'une même « stratégie » libérale, et d'un « usage politique » des chiffres opposé à une présumé neutralité scientifique. On est d'autant plus frustré par ce traitement que l'auteur sait judicieusement sélectionner ses sources et que son enquête n'est pas dépourvue de bonnes intuitions. Mais à peine a-t-il trouvé son argument qu'il délaisse le cas considéré pour passer à un autre. Le modèle l'emporte sur l'enquête empirique, l'auteur occupe la position d'interprète suprême des faits : se plaçant au-

dessus des acteurs, de ce qu'ils disent et font avec les chiffres, il prétend apporter au lecteur la révélation d'un ordre politique dissimulé. Certes il avertit dès les premières pages qu'il ne livrera pas une « histoire de la statistique », mais qu'il s'intéresse, dans une optique proprement foucaldienne, à restituer à partir d'une multiplicité d'énoncés, idées, procédures, etc., la formation discursive centrée sur la population caractéristique de la gouvernementalité. Sa démarche n'en est pas moins problématique quand elle extrait des énoncés dont le sens ultime est donné par leur insertion dans le modèle discursif, sans prêter attention aux contextes et usages – relationnels, épistémologiques, politiques, culturels, etc. –, qui contribuent aussi à la production du sens. Inévitablement l'auteur en arrive à des généralités irrecevables, quand il finit par mettre sous le nom de statistique tout ce qui relève du quantitatif, de la mesure et du calcul, pour ne pas dire des mathématiques, alors que leur jonction avec les raisonnements empiriques fut particulièrement problématique dans les États allemands. Il ne s'agit pas de nier tout pouvoir du chiffre sur la réalité et d'y voir une simple convention de langage ; la quantification change effectivement le monde décrit et ouvre sur un type d'action politique nouveau, comme le montrent les travaux des historiens des sciences (Alain Desrosières, Lorraine Daston, Theodore Porter), qui figurent pourtant dans la bibliographie de l'auteur. On ne peut que souhaiter qu'il les relise pour reprendre son enquête.

- 3 Morgane LABBE (École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris)